

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

CONGRÈS ANNUEL

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

tenu à Fribourg, les 3, 4 et 5 août 1878.

Les sections représentées sont celles de Fribourg, Chaux-de-Fonds, Berne, Zurich, Boncourt, Vevey et la fédération du district de Courtelary. Les autres sections de la Fédération n'ont pu envoyer de délégués à cause de la crise qui, en ce moment, pèse d'une façon si lourde sur les classes ouvrières; quelques-unes ont envoyé des lettres, celle de Genève, un rapport.

Le Congrès est composé comme il suit :

Fédération du district de Courtelary, — Adh. Schwitzguébel.

Boncourt, — André.

Berne, — Arnold, Plessis.

Fribourg, — Clerc, Jean Pittet.

Vevey, — Bongard.

Chaux-de-Fonds, — A. Spichiger, Levaschoff.

Zurich, — Brousse.

Lœtscher représente le Comité fédéral.

Le bureau du Congrès est constitué de la manière suivante :

Auguste Spichiger, *président*; Lœtscher et Clerc, *secrétaires*.

La commission des mandats (Pittet, Lœtscher), après avoir déclaré que tous les mandats qui lui ont été remis, sont en règle, donne lecture d'une demande d'admission adressée au Congrès par une nouvelle section qui vient d'être créée à Bulle. On décide que cette section sera invitée à adresser sa demande d'une manière conforme à l'art. 6 des règlements fédéraux.

Lecture est donnée du rapport du Comité fédéral, des rapports des sections, parmi lesquels celui de la section de la Chaux-de-Fonds est particulièrement remarqué. Il est aussi donné lecture du rapport de l'administration du *Bulletin*, de celui de l'administration des brochures, d'un rapport de la section de propagande de Genève, et d'une lettre émanant d'un membre du *Bureau fédéral international* et adressée au comp. L. Pindy.

Avant d'entrer dans la discussion des questions portées à l'ordre du jour, le Congrès décide la formation d'une commission chargée de rédiger les résolutions conformément aux décisions que prendra le Congrès et de les lui soumettre. Cette commission est composée des compagnons Schwitzguébel, Levaschoff, Brousse.

Première question: Exposé des idées anarchistes.

Le compagnon Brousse dépose sur le bu-

reau une lettre du compagnon Reclus qui s'excuse de ne pouvoir assister aux séances du Congrès, et un travail du même compagnon, dont le compagnon Kahn donne lecture. Nous publions *in extenso* ce document :

Proposition.

Le compagnon Reclus propose aux compagnons réunis en Congrès à Fribourg, de nommer une commission chargée de préparer un projet de réponse aux trois questions suivantes :

« Pourquoi sommes-nous révolutionnaires ?

« Pourquoi sommes-nous anarchistes ?

« Pourquoi sommes-nous collectivistes ? »

Ce projet de réponse sera soumis à la discussion dans le prochain Congrès.

Les quelques pages qui suivent ne sont point un projet de programme : elles n'ont d'autre but que de justifier ma proposition, et peut-être renferment-elles une ou deux considérations qui pourraient trouver leur place dans le projet que je demande.

Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice et que partout nous voyons l'injustice régner autour de nous. C'est en sens inverse du travail que sont distribués les produits du travail. L'oisif a tous les droits, même celui d'affamer son semblable, tandis que le travailleur n'a pas toujours le droit de mourir de faim en silence : on l'emprisonne quand il est coupable de grève. Des gens qui s'appellent prêtres, essaient de faire croire au miracle pour que les intelligences leur soient asservies; des gens appelés rois, se disent issus d'un maître universel pour être maîtres à leur tour; des gens armés par eux taillent, sabrent et fusillent à leur aise; des personnages en robe noire, qui se disent la justice par excellence, condamnent le pauvre, absolvent le riche, vendent les condamnations et les acquittements; des marchands distribuent du poison au lieu de nourriture; ils tuent en détail au lieu de tuer en gros, et deviennent ainsi des capitalistes honorés. Le sac d'écus, voilà le maître, et celui qui le possède tient en son pouvoir la destinée des autres hommes. Tout cela nous paraît infâme et nous voulons le changer. Contre l'injustice, nous faisons appel à la révolution.

Mais « la justice n'est qu'un mot, une convention pure, » nous dit-on. « Ce qui existe, c'est le droit de la force ! » Eh bien ! s'il en est ainsi, nous n'en sommes pas moins révolutionnaires. De deux choses l'une : ou bien la justice est l'idéal humain et, dans ce cas, nous la revendiquons pour tous; ou bien la force seule gouverne les

sociétés, et dans ce cas, nous userons de la force contre nos ennemis. Ou la liberté des égaux, ou la loi du talion.

« Mais pourquoi se presser ? » nous disent tous ceux qui, pour se dispenser d'agir eux-mêmes, attendent tout du temps. La lente évolution des choses leur suffit; la révolution leur fait peur. Entre eux et nous l'histoire a prononcé. Jamais aucun progrès, soit partiel, soit général, ne s'est accompli par simple évolution pacifique : il s'est toujours fait par révolution soudaine. Si le travail de préparation s'opère avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a lieu brusquement : l'évolution se fait dans le cerveau, et ce sont les bras qui font la révolution.

Et comment procéder à cette révolution que nous voyons se préparer lentement dans la société et dont nous aidons l'avènement par tous nos efforts ? Est-ce en nous groupant par corps subordonnés les uns aux autres ? Est-ce en nous constituant, comme le monde bourgeois que nous combattons, en un ensemble hiérarchique, ayant ses maîtres responsables et ses inférieurs irresponsables, tenus comme des instruments dans la main d'un chef ? Commençons-nous par abdiquer pour devenir libres ? Non, car nous sommes des anarchistes, c'est-à-dire des hommes qui veulent garder la pleine responsabilité de leurs actes, qui agissent en vertu de leurs droits et de leurs devoirs personnels, qui donnent à leur être tout son développement naturel, qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne.

Nous voulons nous dégager de l'étreinte de l'Etat, n'avoir plus au-dessus de nous de supérieurs qui puissent nous commander, mettre leur volonté à la place de la nôtre. Nous voulons déchirer toute loi extérieure, en nous tenant au développement conscient des lois intérieures qui sont notre nature. En supprimant l'Etat, nous supprimons aussi toute morale officielle, sachant d'avance qu'il ne peut y avoir de moralité dans l'obéissance à des lois incomprises, dans l'observance de pratiques dont on ne cherche pas même à se rendre compte. Il n'y a de morale que dans la liberté. C'est aussi par la liberté seule que le renouvellement resté possible. Nous voulons garder notre esprit ouvert, se prêtant d'avance à tout progrès, à toute idée nouvelle, à toute généreuse initiative.

Mais si nous sommes anarchistes, les ennemis de tout maître, nous sommes aussi collectivistes internationaux, car nous comprenons que la vie est impossible sans

groupement social. Isolés, nous ne pouvons rien, tandis que par l'union intime nous pouvons transformer le monde. Nous nous associons les uns aux autres, en hommes libres et égaux, travaillant à une œuvre commune et réglant nos rapports mutuels par la justice et la bienveillance réciproque. Les haines religieuses et nationales ne peuvent nous séparer, puisque l'étude de la nature est notre seule religion et que nous avons le monde pour patrie. Quant à la grande cause des férociétés et des bassesses, elle cessera d'exister entre nous. La terre deviendra propriété collective, les barrières seront enlevées et désormais le sol, appartenant à tous pourra être aménagé pour l'agrément et le bien-être de tous. Les produits demandés seront précisément ceux que la terre peut le mieux fournir, et la production répondra exactement aux besoins, sans que jamais rien ne se perde comme dans le travail désordonné qui se fait aujourd'hui. De même la distribution de toutes ces richesses entre les hommes sera enlevée à l'exploiteur privé et se fera par le fonctionnement normal de la société tout entière.

Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la société future: c'est à l'action spontanée de tous les hommes libres qu'il appartient de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de vie. Mais ce que nous savons, c'est que toute injustice, tout crime de lèse-majesté humaine nous trouveront toujours debout pour les combattre. Tant que l'iniquité durera, nous anarchistes-collectivistes internationaux, nous resterons en état de révolution permanente.

Brousse dit qu'il ne présentera pas non plus un travail complet sur la question. Il se bornera à indiquer les points importants que selon lui on devrait développer dans le travail projeté.

Comme les membres de tous les autres partis, les socialistes-anarchistes ont leur conception d'une organisation sociale future; mais ils savent aussi qu'une société ne se transforme pas du soir au lendemain, dans tous ses détails. En hommes pratiques qu'ils sont, ils doivent donc ne pas oublier de faire suivre la peinture de leur idéal par l'exposé de leurs *désiderata* immédiats. Enfin, le public ouvrier attend d'eux l'indication des moyens qu'ils entendent mettre en œuvre pour réaliser les points de leur programme qu'ils considèrent comme immédiatement applicables, et acheminer ainsi la société actuelle vers les rayonnements de l'avenir.

Aux yeux donc de l'orateur, le travail projeté devrait traiter trois points: *But à atteindre*, c'est-à-dire *Organisation sociale future*. — *Revendications immédiates du parti anarchiste*. — *Moyens d'action ou Tactique de ce parti*.

Pour que l'organisation de la société devienne stable, il est nécessaire que cette organisation soit conforme aux lois scientifiques. Il faut, et il suffit pour cela, que les éléments qui composent le corps social, qui en sont comme les atomes et les molécules, c'est-à-dire les hommes et leurs groupes, puissent librement obéir à leur loi. Ils y obéiront certainement, s'ils jouissent de leur indépendance, s'ils ont LA LIBERTÉ!

Le problème se résout donc en celui-ci: Quels sont les obstacles qui entravent l'exercice de la liberté humaine? et quelle est

l'organisation sociale dans laquelle ces obstacles n'existeraient pas?

Parmi les entraves que rencontre la liberté, il en est qui découlent de la nature elle-même, mais il en est d'autres qui sont d'implantation purement humaine et que l'on nomme ordinairement *tyrannies*. Il dépend de nous de détruire absolument celles-ci, et d'éliminer graduellement celles-là. Depuis longtemps, les découvertes scientifiques, les progrès de l'agriculture et de l'industrie domptent les éléments et, d'adversaires qu'ils sont, en font des auxiliaires utiles. Quant au socialisme, c'est à lui qu'incombe la charge de combattre et de vaincre toutes les tyrannies.

La détention dans les mains de quelques privilégiés, du sol, des richesses qu'il contient, de celles qui le couvrent, de la matière première, de tous les instruments de travail, de la plupart des produits, de tous les moyens de production, en un mot, tue l'indépendance du travailleur. Il n'est pas libre de se grouper comme producteur à côté de qui il veut. Il est une partie de l'outillage: dans la machine économique il y a pour lui une case qu'il ne choisit pas et qu'il doit occuper.

Un fait analogue se produit dans le domaine politique.

Comme un titre de propriété est une simple paperasse qui ne donne à l'heureux propriétaire qu'une garantie *théorique*, les classes dirigeantes ont trouvé une garantie *pratique* dans l'organisation étatiste de la société.

Des lois favorables à la minorité votées par le plus grand nombre; des juges, des gendarmes, des soldats, des policiers, des bourreaux, des instituteurs, des prêtres, un gouvernement, pour forcer ou obtenir l'obéissance de tous; telle est en trois mots, mais dans toute sa beauté, le système politique que, sous le nom de Contrat social, chacun est *censé* avoir accepté en naissant. La loi des majorités en est le pivot; la tyrannie du nombre en est le résultat. Qu'il vienne le citoyen, et s'il est ouvrier, il trouvera au bas de l'échelle la case politique que sa dépendance économique lui destine.

Donc dans le système actuel, il n'y a pour l'individu et par conséquent, il ne saurait y avoir pour le groupe, la liberté d'obéir à sa loi. Il faut donc briser la case politique, la case économique, qui enferment le travailleur, et pour cela, il faut démolir le système de la propriété individuelle et l'Etat qui en est le gardien. Il y aura lieu ensuite d'instaurer un nouveau mode d'appropriation avec l'organisation sociale qui en découle.

L'appropriation des moyens de tout produire aux mains de quelques-uns est une injustice. Le sol, en effet, avec ce qu'il contient, n'est pas de création humaine; il doit donc faire partie du fonds commun de l'humanité. L'instrument est un combiné d'une matière que nul n'a produite, et dans laquelle se sont incorporés les efforts des générations passées; il ne saurait donc appartenir à quelques-uns, mais il doit être propriété de tous. Le produit lui-même, contenant de la matière et formé par le travail de l'homme qui est un produit social, doit avoir un caractère social. La justice, à elle seule, indique donc le communisme comme base économique à l'organisation sociale future. Nous percevons donc très-nettement déjà une société où il n'y aura

plus d'oisifs, où le développement industriel sera plus considérable, et dans laquelle — grâce à ces deux conditions — chacun donnant son travail *suivant ses forces*, c'est-à-dire tout le temps que ce travail reste « attrayant » pour lui, il y aura une augmentation telle de richesses que, sans nuire à son voisin, chacun pourra y puiser *selon ses besoins*.

Dans cet avenir, chaque homme sera donc devenu libre *économiquement* d'obéir à sa loi. Il suffira — chose certainement plus facile à accomplir — d'écartier de lui la tyrannie du nombre, la domination de la majorité.

Il sera facile dans le travail projeté de faire voir que si la nouvelle forme économique se cousait au vieux haillon politique, cette loi du nombre persisterait. Il faudra montrer que le fameux « Etat Ouvrier », que la plus modeste « Agence centrale des services publics » ne serait que l'exagération de ce système qu'il faut abolir. Il sera utile ensuite de montrer comment une large application de l'idée autonomiste élimine peu à peu le règne de la majorité et le remplace de plus en plus par le régime du contrat.

Pour faire disparaître presque complètement l'usage du vote, il suffit d'introduire le principe d'autonomie partout où il est possible de le faire, et de faire appel à la démonstration.

Le principe d'autonomie peut d'abord s'appliquer au point de vue régional. Un quartier, une commune, une région, ont un grand nombre d'intérêts qui intéressent fort peu l'assemblée du corps social, que la majorité qui les règle ne connaît même pas et pour lesquels tous les habitants de la commune, du quartier, de la région, sont unanimes. Proclamez sur ce terrain l'autonomie du quartier, de la région, de la commune, et la loi des majorités aura reculé d'un pas.

Le principe d'autonomie peut être appliqué ensuite grâce à la spécialisation des intérêts. Etablissez l'autonomie du corps de métier, du groupe de consommation, de la société d'instruction, de celle de musique, ... etc. et vous faites reculer d'autant la loi du nombre.

S'il reste quelques intérêts communs à plusieurs groupes, ou aux membres d'un même groupe, ces intérêts seront si simples, si faciles à saisir, que pour des hommes instruits comme seront ceux de la société future, une démonstration simple suffira pour reconnaître la façon de les régler d'une façon conforme à la justice et la vérité, et ils le seront alors d'une façon unanime. Les socialistes anarchistes veulent donc une société où par la communauté des biens l'homme rendu libre économiquement, et par l'anarchie émancipé politiquement, se groupera avec ses semblables en obéissant aux lois du déterminisme; où les groupes libres aussi s'uniront en fédérations libres; où la tyrannie de la chose et celle du nombre seront réduites à *l'infinitement petit*, c'est-à-dire à rien.

Mais si là est le but, il s'agit de l'atteindre.

A ce sujet les anarchistes ne pensent pas tous que l'on puisse par un coup de force ou un coup de vote, abolir la société actuelle et établir dans son ensemble la société dont nous venons de dessiner rapidement les lignes principales. Dans le travail qu'on projette, il y aura peut-être lieu de se deman-

der aussi quelles sont les parties de ce programme dont la réalisation est immédiatement possible, et qui doivent former par conséquent nos *desiderata* de demain.

Faut-il attendre que tous les hommes dont l'humanité se compose soient convaincus de la justice et de la justesse de nos idées pour établir la société nouvelle? non assurément. Et s'il fallait n'agir que lorsque tous les hommes d'un pays seraient disposés à nous entendre, la misère et l'esclavage auraient encore de longs jours. Mais, s'il est des localités que nos idées ne pénètrent que lentement, il est des communes, foyers intellectuels, où on les accepte plus vite. Si donc on obtenait l'autonomie des communes, on pourrait instaurer dans certains centres certains côtés de la société nouvelle et faire aux yeux de tous la *preuve par le fait* de l'excellence de nos principes et de la possibilité de leur application.

Mais le parti anarchiste serait-il devenu le maître dans une commune, pense-t-on qu'il puisse y établir dans tous ses détails la société future qu'il désire? pour nous, nous le pensons pas. Du soir au lendemain les fils de la société bourgeoise ne seront pas tous aptes à pratiquer et à supporter la communauté absolue des biens. Il y aurait lieu peut-être de ne pas s'exposer à tout perdre par le désir de tout avoir; on pourrait réclamer seulement l'appropriation collective du sol et des instruments de travail et laisser mettre les produits en commun par ceux-là seuls qui désireraient le faire. Dans ce cas le *collectivisme* élargissant tous les jours le cercle de son action nous conduirait au *communisme*.

En résumé, le parti anarchiste nous semble devoir inscrire dans son programme immédiatement réalisable: *l'autonomie de la Commune — l'appropriation collective du sol et des instruments de travail — l'autonomie du groupe*.

Quels sont maintenant les moyens d'action? par quelle tactique pourra-t-on atteindre demain et s'acheminer vers l'avenir?

L'Etat étant le soutien du régime actuel c'est naturellement l'Etat qu'il faut abattre. Comment?

Le parti socialiste-anarchiste emploie d'abord une large et incessante propagande théorique: il agit par la parole, par la plume, par la réunion, par le journal, par la brochure, par le livre. Mais si la théorie anarchiste peut démolir la théorie étatiste dans les esprits, elle ne peut pas démolir l'Etat — qui est une chose concrète — dans les faits. A l'Etat qui est une institution, il faut opposer autre chose qu'une théorie: un acte.

La conquête du pouvoir par le vote est une illusion que n'ont plus même les partis les plus réactionnaires; la logique, l'histoire, et même l'expérience contemporaine, font à tous abandonner ce moyen. Les classes nanties se maintiennent par la violence, c'est donc par la violence qu'il faut les détruire. Le moyen d'y arriver est donc de réaliser une accumulation de forces assez grande. Cette accumulation ne peut être obtenue que par la propagande.

Depuis quelques temps les hommes du parti anarchiste se sont rendu compte de cette nécessité, et l'agitation insurrectionnelle, la *propagande par le fait*, a pris une large place parmi ses moyens d'action.

Mais pendant les moments où la propagande théorique est insuffisante, où l'action

insurrectionnelle même est impossible faut-il se garder absolument de toute participation au vote?

L'orateur pense que, même comme moyen de propagande, le vote est d'un usage presque toujours dangereux. Mais, il ne le proscrit pas d'une façon absolue; il ne lui oppose pas le *non possumus* papal. Il est des cas, dit-il, où la destruction de l'Etat encore impossible dans son ensemble, mais où un vote peut avoir par le vote un rouage enrayé; où il est possible d'opposer un rouage à un autre, une commune par exemple au gouvernement; dans ces cas, il regarde l'emploi du vote comme pouvant avoir son utilité.

LEVASCHOFF résume comme il suit les points essentiels qu'il faudrait faire ressortir dans le programme anarchiste que l'on se propose de dresser: 1° le *Collectivisme* comparé au *Communisme autoritaire* des autres écoles, c'est-à-dire la propriété collective du sol, des maisons, des matières premières, des capitaux et des instruments de travail, et la répartition des produits du travail selon le mode, trouvé convenable par les communes et les associations; 2° la négation de l'Etat et la libre fédération des communes autonomes et des groupes producteurs; 3° et c'est le point qui surtout a contribué à produire la scission entre les anarchistes et les étatistes, — qu'une révolution sociale ne peut se produire autrement que par le soulèvement spontané du peuple sur une vaste échelle, et par l'expropriation violente des détenteurs actuels des capitaux de toute nature faite par les communes et les groupes producteurs eux-mêmes, — expropriation qui ne saurait s'opérer que lorsque le pays traverse une période de quelques années de désorganisation complète dans toutes les fonctions de l'Etat; que durant cette période toute assemblée législative ayant un pouvoir réel, ne saurait qu'entraver la marche de la révolution; 4° comme conséquence inévitable de la négation de l'Etat et de cette manière d'envisager la révolution, les anarchistes non seulement refusent la mise en action de toute tactique qui pourrait aboutir au raffermissement de l'idée déjà ébranlée de l'Etat; mais de plus ils cherchent à réveiller dans le peuple — par la propagande théorique et surtout par les faits insurrectionnels, — l'esprit, le sentiment et l'initiative populaire, au double point de vue de l'expropriation violente de la propriété et de la désorganisation de l'Etat.

La discussion terminée, le Congrès décide la prise en considération de la proposition faite par le comp. Elisée Reclus. Un membre propose la nomination d'une commission à qui serait confiée la rédaction du travail en question. Sur la proposition d'un autre délégué, le Congrès décide que des travaux individuels et collectifs seront demandés sur ce sujet, et que la première assemblée anarchiste les discutera.

Dans la dernière séance du Congrès, la résolution suivante, présentée par la commission des résolutions, a été adoptée:

« Le Congrès, Reconnaissant l'utilité d'une publication exposant d'une façon complète, le programme théorique et pratique du socialisme anarchiste, collectiviste, et révolutionnaire;

Et, considérant la nécessité de procéder à la rédaction de ce travail avec toute l'attention et les soins qu'il comporte;

Invite les membres de la Fédération Jurassienne, et les sections qui la forment, à préparer sur ce sujet des travaux qui seront soumis à la délibération

de la première réunion anarchiste bi-annuelle qui aura lieu.

Le Congrès croit en outre, qu'il est de son devoir de poser lui-même les bases de ce travail, et il engage les groupes et les membres qui l'entreprendront à se prononcer.

Quant aux principes:

1° Pour l'appropriation collective de la richesse sociale;

2° Pour l'abolition de l'Etat sous toutes ses formes, y compris la prétendue agence centrale des services publics;

Quant aux moyens:

1° Pour la propagande théorique;

2° Pour l'action insurrectionnelle et révolutionnaire;

3° Quant au vote: qu'il ne saurait être considéré comme un principe de droit capable de réaliser la soi-disant souveraineté du peuple; que comme instrument son emploi est presque toujours dangereux, mais qu'il y a à étudier, si oui ou non il faut en proscrire l'usage d'une façon absolue.»

La revendication de l'autonomie communale considérée au point de vue théorique et pratique anarchistes. — Cette question a été mise à l'ordre du jour sur la demande de la fédération du district de Courtelary.

SCHWITZGUÉBEL. — En posant cette question, nous nous en sommes préoccupés au point de vue de l'application du programme anarchiste,

L'anarchie s'est introduite dans la société moderne sous deux formes, l'une, théorique, commencée par Proudhon, reprise par Bakounine et toute la fraction anarchiste du socialisme contemporain; l'autre toute pratique, se manifestant, par les insurrections communalistes qui surgirent en France durant la guerre de 1870-71 et après par les luttes intestines qui se développèrent au sein de l'Internationale entre les anarchistes ou plutôt les autonomistes et les autoritaires, et enfin par les récentes manifestations du parti anarchiste.

Tandis que le développement, de la situation politique et économique aboutit à préparer les voies au triomphe pratique de la théorie anarchiste, l'opinion publique générale envisage cette théorie comme le fruit de tendances, ou folles, ou criminelles. Et, jamais, le besoin de réformes, de changements, le mécontentement populaire ne paraissent s'être manifestés si puissamment que ces temps-ci. Les peuples cherchent des voies nouvelles; celles qui leur sont offertes les effraient ou leur paraissent irréalisables.

Nous devons ajouter qu'aucun des moyens d'action appliqués par le parti socialiste, jusqu'à ce jour, n'a produit de mouvement populaire général. Tous n'ont été que des agitations locales, quelquefois régionales, toujours spéciales.

Nous nous trouvons donc dans cette situation contradictoire que nos principes sont seuls l'expression des véritables intérêts populaires, que les peuples sont en travail de transformation et n'admettent pas la seule solution qui puisse leur donner satisfaction.

N'y a-t-il pas dans le programme anarchiste, un point qui, peut-être plus que tous les autres, pourrait devenir le point de départ d'une agitation populaire générale, et nous ouvrir une voie pratique à la réalisation de nos principes. Nous pensons que l'autonomie communale pourrait être ce moyen, et nous avons voulu en recommander l'étude aux sections.

BROUSSE. — Ainsi que je l'ai fait pressentir dans le court exposé que j'ai eu à faire des idées anarchistes, je pense que c'est à la commune qu'il faut essayer pour la pre-

mière fois d'installer les linéaments principaux de la société nouvelle. A l'appui de cette opinion se trouvent la logique, les enseignements de l'histoire, et, comme vient de le dire Schwitzguèbel, le sentiment populaire.

Il est clair d'abord que c'est en revendiquant l'autonomie communale que nous pourrions obtenir le plus vite un terrain d'expérimentation à nos théories; sans l'autonomie communale il faudrait attendre que nous fussions ou même d'opérer sur l'ensemble d'un pays ou même de l'humanité ce qui ne laisserait pas de être fort long.

L'histoire nous montre ensuite que toute transformation sociale sérieuse s'est d'abord implantée à la commune avant de rayonner sur le territoire. C'est ainsi que la république bourgeoise a commencé dès le moyen âge à s'essayer dans les communes industrielles du temps, pour s'emparer ensuite du territoire français en 1792, 1848, 1870, et actuellement.

En troisième lieu, la popularité qu'a rencontrée dans le peuple l'insurrection communaliste de 1871 nous montre que si nous nous plaçons surtout sur ce terrain le peuple sera avec nous.

LEWASCHOFF insiste sur l'importance, pour les anarchistes, de la revendication de l'autonomie communale, au double point de vue théorique et pratique. La phase historique que nous traversons aujourd'hui est celle de la désagrégation des Etats. Constitué par la violence et par toutes sortes d'iniquités, devenu aujourd'hui contradictoire ou absurdes à tous les points de vue qui jadis servirent à justifier leur constitution (identité de langues ou de races, frontières naturelles, unités économiques, agglomérations historiques, équilibre européen, ... etc.), minés par leurs dépenses qui fatalement croissent toujours en surpassant les ressources financières du peuple, minés par les guerres qui sont fatales aux sociétés bourgeoises, ayant atteint l'impossibilité de gérer les affaires variées à l'infini des sociétés humaines, tombant en décadence par la décadence même de l'idée de l'Etat dans les esprits, devenant ainsi de plus en plus une impossibilité par le force même des choses, les Etats vont fatalement vers leur chute, pour faire place aux communes libres et librement fédérées. C'est nécessairement sous le drapeau de l'indépendance des communes, municipales et agricoles, que se feront les révolutions prochaines, c'est aussi dans le sein des communes indépendantes que les tendances socialistes des masses vont nécessairement se manifester: c'est là que se feront les premières ébauches de la société nouvelle, sur les bases du collectivisme. Donc, travailler pour la commune libre veut dire travailler pour la phase historique d'un avenir meilleur que nous allons traverser. C'est le côté théorique de la question. Quant au côté pratique, qui nous intéresse surtout en ce moment, — c'est dans la commune et dans l'immense variété des questions d'intérêt communal, que nous trouverons le champ le plus propice pour la propagande théorique et pour la réalisation insurrectionnelle de nos idées collectivistes et anarchistes. Les affaires de la commune municipale ou agricole, intéressent de près une grande partie des habitants; et c'est surtout en prenant une part active aux affaires quotidiennes des communes que nous pouvons

démontrer d'une manière visible et compréhensible à tous, les vices de la société actuelle et les avantages qui résulteraient de l'application de nos principes économiques et politiques. Au point de vue économique, la commune présente un excellent terrain pour la propagande du collectivisme, et peut servir à préparer le terrain de la révolution économique. Au point de vue politique, la commune est l'arme puissante de la guerre contre l'Etat. Enfin, — et Lewaschoff insiste surtout sur cet avantage, en citant à l'appui quelques faits, — les affaires qui surgissent dans les communes, soit en temps de grèves, soit au sujet des impôts, etc., font des villes et des villages le champ où germent de préférence ces insurrections qui vont devant chaque grande révolution et préparent l'idée et le sentiment populaires. Lewaschoff engage donc vivement les sections de la Jurassienne à suivre de près les affaires des communes, à profiter de tous les incidents qu'elles peuvent fournir quand ils peuvent se résoudre dans l'une de ces insurrections qui certainement ne tarderont pas à se produire sur le terrain communaliste-socialiste.

ARNOLD appuie les orateurs qui l'ont précédé et il voit dans l'opposition qu'il est facile d'établir entre l'Etat et la Commune une source de propagande, fort riche en résultats. Il parle des biens de bourgeoisie, et des améliorations dans la situation de l'ouvrier que l'on peut faire à la commune.

KAHN tient à faire certaines objections. Jusqu'à ce jour, dit-il, nous avons réclamé la réalisation de l'ensemble de nos principes. Il ne croit pas utile de faire une question à part de l'autonomie communale dont il est d'ailleurs un partisan. Il parle ensuite contre la participation à la politique dans la commune, parce que cette participation peut avoir des inconvénients et pas de bons résultats.

Brousse voudrait rétablir la vraie position de la question. La question dit-il est complexe. Elle contient d'abord le principe même de la revendication de l'autonomie communale sur lequel nous sommes tous d'accord. Seulement quelques uns, dont il est, comprenant qu'il faut commencer par un bout la réalisation du programme voudraient commencer par celui-ci: revendication de l'autonomie communale. La question comprend ensuite ce que le compagnon Kahn appelle: de la participation à la politique, mais qui n'en est pas; à son avis il faut s'intéresser à tous les détails qui préoccupent le peuple non pas pour apporter à celui-ci des améliorations apparentes mais pour pouvoir lui parler de son émancipation complète, la révolution sociale. Quant à la question de savoir si le vote peut être appliqué à la modification communale il la renvoie au moment ou l'usage du vote sera plus spécialement examiné.

LEWASCHOFF appuie aussi son l'énorme différence qu'il faut faire entre se préoccuper des détails de la vie communale pour réaliser légalement quelques améliorations impuissantes, ou s'emparer de ces incidents pour agiter les esprits au profit du socialisme révolutionnaire. Il entre dans quelques considérations tirées des dernières émeutes locales espagnoles.

Question du vote. — Cette question n'a pas figuré comme question spéciale à l'ordre du jour du Congrès: mais comme elle

est revenue plusieurs fois comme incidente, tous les délégués se sont mis d'accord pour l'étudier une fois pour toutes, à la suite de celle dite: de la revendication de l'autonomie communale.

(A suivre.)

Nouvelles de l'Extérieur.

Russie. — Un acte d'une audace inouïe, qui mérite toutes nos sympathies, vient de s'accomplir dans les environs de la ville de Kharkof. Un chariot convoyé de cinq gendarmes à cheval, conduisait un prisonnier politique, Voinaralsky, pour l'enfermer dans une prison centrale qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres environ. On n'était pas parvenu à deux lieues, que l'on fait le roncontre d'un convoi en tout semblable, mais dont le chariot était vide et dont l'escorte était commandée par un officier.

L'officier s'approche de l'un des gendarmes qui escortaient Voinaralsky, lui pose une question, et d'un coup de révolver l'étend mort sur la place. Les camarades de l'officier tirent sur les autres gendarmes, en blessent plusieurs, délivrent le prisonnier et le sauvent dans leur chariot.

Il est naturellement inutile de dire que le convoi que l'officier conduisait ne renfermait ni officier, ni gendarmes: les gendarmes et l'officier étaient des socialistes déguisés qui étaient venus sauver Voinaralsky de la mort certaine qui l'attendait à la prison centrale.

On ne sait pas encore, si l'évasion s'est terminée heureusement.

Allemagne. — Nous rendrons compte d'une façon détaillée des dernières élections allemandes; l'espace nous fait aujourd'hui défaut. Disons seulement qu'au moment où nous écrivons ces lignes, sur 12 députés que possédait, au *Reichstag*, la démocratie socialiste 2 seulement sont réélus (Brack et Liebnecht) que 6 sièges sont définitivement perdus, et qu'il y a ballottage pour Rittinghausen, Bebel, Fritzsche. Les organes démocrates-socialistes se réjouissent cependant de ce que le nombre de voix qu'on a donné à leurs candidats s'est considérablement accru. Nous ne saurions nous en réjouir avec eux, car le manifeste démocrate-socialiste de Berlin qui est le plus nuancé de tous est un manifeste que nos républicains radicaux et bourgeois signeront quand on le voudra. Il est donc impossible de dire si tous les électeurs des démocrates-socialistes ont prétendu en votant pour des *démocrates-socialistes*, voter pour des *socialistes* ou pour des *démocrates* plus propres que les *progressistes* pour défendre les soi-disant vieilles libertés allemandes. Nous aurions mieux aimé, moi-même de députés, moins de voix, et un programme plus ferme, puisque à tout prendre les ouvriers allemands allaient voter.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transféré de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante:

Administration des Brochures socialistes,
rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.
Mémoire de la Fédératⁿ Jurassienne fr. 1.—
L'Empire knouto-germanique, par
Bakounine > 0.50
La Théologie politique de Mazzini
par Bakounine > 0.50